

L'influence des innovations techniques et de la technologie sur la société, vue à travers l'histoire sociale de la Suisse moderne (XVIIIe, XIXe et XXe siècles)

Autor(en): **Jost, Hans-Ulrich**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **91 (1988)**

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-550056>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'influence des innovations techniques et de la technologie sur la société, vue à travers l'histoire sociale de la Suisse moderne (XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles)

par Hans-Ulrich Jost

Hypothèses préliminaires

Le but de ma contribution est de retracer la grande perspective de l'évolution historique marquée par la technologie et les innovations techniques. Dans ce sens, il s'agirait même d'aller plus loin et de faire la démonstration des répercussions décisives sur la vie sociale et sur l'histoire politique provoquées par les changements technologiques. Cette esquisse devrait permettre de mieux situer, sur la base d'une histoire de la longue durée, les analyses plus ponctuelles et détaillées de Christine Gagnebin-Diacon et de Mario Vuilleumier.

Afin de signaler d'emblée les facteurs dominants d'une telle histoire, force est de mettre en exergue – de manière radicale, voire presque caricaturale – les trois hypothèses de base de mon approche historique.

1. La Suisse moderne est d'abord – et cette remarque tend au lieu commun – le résultat de la transformation économique portant sur la révolution industrielle. Les Tell, Dufour et autres figures mythiques ou symboliques n'y figurent même pas en tant que décoration.

2. L'innovation technique – thème central de nos débats aujourd'hui – joue le rôle d'un des connecteurs les plus importants entre le capital et le travail ou, en d'autres termes, entre les possibilités du marché capitaliste et la productivité de la classe ouvrière. Ainsi, l'innovation technique n'est pas une simple petite composante de la production industrielle, mais elle fonctionne comme un relais fondamental entre le capital et les investissements dans la force de travail, représentée par le monde ouvrier.

3. La vie quotidienne et locale se trouve largement sous l'emprise du mode de production. Et comme celui-ci s'organise impérativement en fonction des transformations technologiques, toute innovation technique aura des répercussions considérables sur la vie sociale et politique.

Les trois volets de cette introduction, volontairement schématique, devraient permettre d'esquisser le cadre général dans lequel il faut situer les recherches de mes deux collègues de ce colloque. Je tiens cependant à préciser que je passerai assez rapidement sur les deux premiers points, pour parler plus longuement des interdépendances entre évolution de la technologie et vie sociale.

L'économie et la Suisse moderne

Pour illustrer le premier point de l'introduction, il suffit de jeter un bref regard sur la constitution de la Suisse moderne. En effet, l'Etat fédéral de 1848 répondait en premier lieu aux besoins dominants relatifs à l'évolution économique. Il s'agissait de créer un marché commun helvétique, conforme au commerce et à la force productive de l'industrie. L'ancien pays des cantons souverains, morcelé par des péages et des lois contradictoires, privé d'un réseau de routes et de chemins de fer modernes, ne répondait plus à l'économie avancée de l'époque. Il fallait donc démanteler les entraves intérieures pour pouvoir participer, en tant qu'espace économique cohérent, aux marchés européens et mondiaux. Aussi fut-il urgent – pour un capitalisme en pleine croissance – d'ouvrir le pays aux échanges financiers et, en conséquence, d'homogénéiser la masse monétaire en créant le Franc suisse. Finalement – et ne l'oublions pas, car la vie et l'avenir ne se construisent pas seulement avec de l'argent et de la technologie –, il s'agissait de mobiliser la main-d'œuvre et d'élargir le marché du travail. Traduit en termes politiques, cela voulait dire l'introduction du libre établissement des personnes sur le plan fédéral.

Cela dit, je ne prétends pas que le système politique dépende de manière mécanique de la structure économique – et je rejoins avec cette remarque la problématique soulevée par Mario Vuilleumier. Mais force est de constater que l'économie moderne transfère largement ses besoins au système politique, et cela par le truchement des débats occasionnés dans l'espace social. Certes, les discussions publiques et la sociabilité interviennent comme une sorte de tampon entre ces deux pôles; mais ce n'est qu'aléatoirement que les valeurs du système économique dominant sont refusées.

L'innovation technique: un relais de premier ordre

Afin de ne pas m'enfermer dans un cadre historique abstrait, je préfère me référer – pour parler de l'impact de l'innovation technique sur la politique et la vie sociale – à un exemple très concret, situé à la fin du XVII^e siècle

En l'occurrence, il s'agit de l'introduction, vers 1670 à Bâle, du *Kunststuhl*, c'est-à-dire d'un métier à tisser les rubans permettant la multiplication des passements fabriqués sur un seul appareil¹. Ce n'était pas encore la mécanisation de la passementerie, mais tout simplement une augmentation de la productivité par ouvrier. Cette nouveauté – tout comme la fameuse et traditionnelle «hallebarde» des anciens temps – avait pour origine les Pays-Bas. Elle a donné à notre économie préindustrielle une impulsion décisive pour son évolution future.

Lors de l'arrivée à Bâle de ce nouveau métier, les corporations des artisans purent encore maintenir, face aux commerçants et entrepreneurs dynamiques, une certaine position de force. Car, craignant que l'introduction de ce nouveau mode de production nuise à leur propre situation économique, elles s'opposèrent à sa diffusion. De leur côté, et afin de briser ou tout au moins contourner cette opposition, les marchands-entrepreneurs proposèrent au gouvernement non seulement de payer une forte taxe sur l'ensemble des rubans exportés, mais d'accepter, de surcroît, une augmentation considérable des impôts sur la valeur de leur production. Dans ce sens, il faut relever que le contexte économique leur était favorable: la réduction des coûts de production ainsi que la forte demande des marchés extérieurs laissaient envisager des profits accrus.

La perception de ces nouveaux impôts et taxes remplit considérablement les caisses de l'Etat. Face à cette situation propice des finances publiques, la solidarité des corporations des artisans déclina et, dès lors, les marchands-entrepreneurs s'imposèrent comme force politique dominante. Par ailleurs, tout le contexte social de ce petit Etat changera profondément: la nouvelle production, essentiellement installée à la campagne, transformera l'équilibre économique et social entre ville et campagne. Avec l'avènement d'une classe ouvrière en dehors de la ville, les citadins se trouveront bientôt face à de nouvelles revendications politiques. Elles marqueront l'histoire de ce petit canton au XIX^e siècle.

¹ STOLZ Peter, «Wirtschaftspolitik und Gruppeninteressen im alten Basel (1670-1798)», *Schweiz. Ztschr. für Stat. und Volks.* 110, 1974, p. 551-578.

Les traits les plus importants de cette histoire peuvent se résumer en ces termes: le choc d'une innovation technique s'avéra décisif, non seulement pour l'orientation et l'évolution d'une branche économique importante de la région, mais aussi pour les rapports de force au sein du système politique. Le *Kunststubl* de 1670 fut un véritable «connecteur» tel que je l'ai défini sous le point deux de mon introduction.

Par ailleurs, il me semble qu'un autre choc issu des transformations technologiques, ayant trait cette fois à l'horlogerie, se prête parfaitement à une étude comparative. Je veux parler de la modernisation de la production provoquée par l'Exposition internationale de Philadelphie de 1876, lorsque les montres suisses ont été radicalement concurrencées par les Américains et leur nouveau mode de production². Dans les montagnes jurassiennes, les changements inévitables du mode de fabrication ont entraîné un profond bouleversement social, politique et culturel³. Dans l'histoire helvétique, beaucoup d'exemples similaires peuvent témoigner de ce processus, même si, et il faut le souligner encore une fois, il ne s'agit pas d'une interdépendance mécaniste. Une histoire de ces «connecteurs» technologiques – pour le moment malheureusement encore inexistante⁴ – pourrait esquisser un fil conducteur de premier ordre.

Technologie et vie sociale

Pour aborder ce troisième point du schéma présenté dans l'introduction, je me propose d'approcher cette problématique en trois étapes. Il s'agit de faire l'analyse des répercussions des changements technologiques

- a) sur la vie quotidienne,
- b) sur le monde politique et
- c) sur les mentalités.

a) Aujourd'hui, il est admis communément que la révolution industrielle a partout et de manière profonde – mais pas forcément identique – bouleversé les structures sociales et les comportements individuels.

² BARRELET Jean-Marc, *Les résistances à l'innovation dans l'industrie horlogère des Montagnes neuchâteloises à la fin du XIX^e siècle*, manuscrit photocopié, s.d.

³ A titre comparatif, cf. AFFOLTER A., *Arbeitsverhältnisse und Verhältnis zur Arbeit in der schweizerischen Uhrenindustrie 1870-1900*, mém. de lic. Bâle, 1984.

⁴ Une première approche, très intéressante, a été faite par DUDZIK Peter, *Innovation und Investition. Technische Entwicklung und Unternehmerentscheide in der schweizerischen Baumwollspinnerei, 1800 bis 1916*, Zürich: Chronos, 1987.

Ces aspects de l'histoire ont été merveilleusement bien étudiés par Rudolf Braun, il y a trente ans déjà⁵. D'autres lui ont succédé, comme par exemple Albert Tanner, avec son histoire sociale de l'industrialisation en Appenzell⁶.

Quelle est l'image forte de l'étude de R. Braun? En simplifiant un peu, on pourrait dire qu'elle met en scène les profonds changements sociaux engendrés par l'introduction et la diffusion du rouet et du métier à tisser dans la région de l'Oberland zurichois. Prenons par exemple le mariage, acte qui semble appartenir, par définition, à la sphère du domaine privé, et dont pourtant les conditions et modalités se sont radicalement transformées sous l'impulsion d'une innovation technique. En effet, les ouvriers et ouvrières s'unirent alors en couple avec, comme unique base du futur revenu familial, le rouet et le métier. Par là même, ils se situent en dehors de la communauté agricole traditionnelle, car ils échappent ainsi aux contraintes – sous forme de taxes et de prescriptions – qui l'organisaient. Désormais, la minuscule maison de ce nouveau foyer sera conçue en fonction de ce travail à domicile et des moyens de production respectifs: au-dessus d'une cave humide qui facilitait le travail du fil, on construira une cuisine reliée à une chambre. L'ensemble formera aussi bien le lieu fort de la production que celui de la vie familiale.

Il en va de même pour la nourriture qui, elle aussi, a été accommodée à l'organisation et au rythme de ce travail. L'adoption du café, par exemple, boisson vite préparée et disponible toute la journée, est parfaitement appropriée au long travail dans ces chambres humides et obscures. Le sucre, qu'on utilisera de plus en plus fréquemment, ajoutera quelques calories qui certes ne nourrissent pas son homme, mais qui facilitent la poursuite du travail. Le fameux thé anglais a joué le même rôle dans la révolution industrielle britannique. Et cette boisson a été associée à un véritable rituel social, le *tea time*, intégré lui-même au rythme de travail dans l'usine anglaise. Il convient cependant d'ajouter que certains produits de consommation, comme le sucre, se prêtaient particulièrement bien à l'organisation d'un marché monopoliste. L'apparition d'une nouvelle coutume, en l'occurrence la consommation quotidienne de sucre,

⁵ BRAUN Rudolf, *Industrialisierung und Volksleben*, 2^e édition, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 1979. Une partie de cette recherche vient d'être traduite en français, sous le titre: BRAUN Rudolf, *Le déclin de l'Ancien Régime en Suisse, un tableau de l'histoire économique et sociale du 18^e siècle*, Lausanne: Ed. d'En Bas, 1988.

⁶ TANNER Albert, *Spulen - Weben - Sticken. Die Industrialisierung in Appenzell Ausserrhoden*, Zürich: Juris Druck, 1982.

a contribué en même temps au renforcement des grands marchés internationaux du capitalisme industriel⁷.

L'introduction de la soupe Maggi porte exactement sur la même logique. En fonction des heures de travail à l'usine, il fallait proposer aux travailleuses une nourriture apprêtée rapidement. La confection presque instantanée de cette soupe «magique» devait permettre aux ouvrières – en dépit de leur double journée –, de pratiquer dans leur propre milieu le rituel du repas commun, cet acte symbolique de la famille bourgeoise. Quant au *fast food* d'aujourd'hui, il est probablement impensable sans l'organisation spécifique du travail des citadins dans les bureaux modernes.

Mais retournons à l'ère préindustrielle, aux us et coutumes traditionnels. Le temps des veillées, par exemple (*Lichtstubeten* dans l'Oberland zurichois), a été parfaitement bien intégré à la sociabilité issue du nouveau travail à domicile. La mode vestimentaire elle-même participait de ces nouveaux moyens de production et de leurs rituels, dans le sens où ouvriers et ouvrières tentaient d'embellir la misère de leur travail par quelques colifichets destinés à égayer leurs habits. Et bien que les pasteurs ne cessent de fustiger l'engouement de cette population travailleuse pour le luxe, c'est justement cette nouvelle forme de consommation qui favorisera l'épanouissement de l'industrie textile. Ici, le cercle entre travail, profit, coutumes et comportement social se referme.

Je me suis longuement attardé sur ces images venant de l'Oberland zurichois. Mais d'autres régions, où l'industrialisation poursuivait sa route, nous offrent des aspects comparables qui témoignent de l'interdépendance entre le travail propre à une technologie spécifique et la vie quotidienne d'une population. Je pense, entre autres, aux enfants glaronnais occupés dans l'indiennerie. Dans ce secteur du textile, leur habileté a été exploitée pour un travail répétitif, comme le changement des cadres – les modèles de dessin – qui servaient à imprimer les tissus. Or, lorsqu'on introduira enfin une procédure mécanique qui remplace le travail de ces enfants, leurs conditions de vie changeront profondément. Car même si la durée du travail reste identique, leur santé sera moins mise en danger que dans cette activité qui les exposait quotidiennement aux inhalations nocives des teintures. Il faut bien entendu préciser que l'introduction de cette nouvelle technique ne s'est réalisée qu'au moment où l'investissement qu'elle nécessitait fut devenu plus rentable que les salaires versés aux enfants.

⁷ MINTZ Sidney W., *Die süsse Macht. Kulturgeschichte des Zuckers*, Frankfurt/New York: Campus Verlag, 1987.

Il n'y a pas si longtemps, j'ai constaté personnellement que, dans une entreprise de la même région, une équipe d'hommes et de femmes travaillaient à une chaîne où ils fermaient des bouteilles à la main huit heures par jour. Le responsable technique m'a alors expliqué qu'on disposait certes d'installations mécaniques pour ce genre de travail, mais que pour l'instant le versement des salaires à une main-d'œuvre peu qualifiée s'avérait moins coûteux que l'investissement dans une machine ad hoc.

b) Venons-en, pour quelques instants, au monde politique. Mario Vuilleumier nous a fait part de quelques réflexions concernant les liens entre théorie politique et pratique ouvrière. Je rejoins cette démarche en vous proposant la description d'un événement historique concret, où l'on peut justement constater de quelle manière des revendications ouvrières, issues d'une certaine pratique du travail, se sont greffées sur un mouvement politique. Cette forme de lutte a joué un rôle d'autant plus grand que le travailleur du XIX^e siècle n'avait, dans le cadre de l'usine même, aucun droit à la parole. Le seul moyen d'intervenir directement sur le lieu de travail était la grève.

Or, de temps à autre, la classe ouvrière manifestait ses plaintes et ses revendications par le biais du discours politique. Dans ce contexte, la réaction des ouvriers à une innovation technique pouvait déboucher quelquefois sur des événements spectaculaires. Tel fut le cas lors du fameux «incendie d'Uster» de 1832⁸. En effet, l'étude de cet événement nous montre particulièrement bien l'interdépendance entre innovation technique, praxis ouvrière et monde politique.

En 1830, les ouvriers de l'Oberland zurichois participèrent au mouvement révolutionnaire des libéraux pour l'institution d'un système démocratique. Notamment lors des grandes réunions populaires, ils tentèrent de faire inscrire au programme libéral leurs propres revendications et, en particulier, l'interdiction des usines mécanisées mises en place récemment à Uster. Tout comme les passementiers à Bâle en 1670, ils craignaient pour l'avenir de leur travail à domicile. Dans l'enthousiasme des discours révolutionnaires de 1830, les leaders libéraux acceptèrent cette requête des ouvriers. Cependant, le gouvernement libéral issu de ce mouvement était porté aussi par les intérêts des nouveaux entrepreneurs dynamiques, et il oubliera complètement les revendications des travailleurs du textile. La réaction de la population ouvrière ne se fit pas attendre: en 1832, après une réunion sur le lieu «démocratique» de 1830, elle bouta le feu à une des usines mécanisées qui se trouvaient dans les parages.

⁸ BAUHOFER Arthur, «Der Brand von Uster und das Gesetz zum Schutz des Eigentums vom 1. Heumonats 1835», *Zürcher Taschenbuch* 1965, pp. 84-96.

Certes, cet acte spontané n'a pas renversé le cours de la modernisation industrielle, mais le gouvernement – après une phase de répression policière musclée – commença à réfléchir sur la question du progrès technique en relation avec la protection du travail. Le monde politique, dans son ensemble, a dû tenir compte du fait que l'évolution des procédés techniques ainsi que leurs conséquences sur la praxis ouvrière sont porteurs de conflits qui risquent d'envahir le champ politique. Dès lors, l'évolution technologique est devenue un objet de négociations, ouvrant l'ère d'une politique sociale qui reste, aujourd'hui encore, un enjeu primordial de notre vie.

Dans d'autres circonstances et sous d'autres formes, les éléments de l'histoire de cet incendie d'Uster sont réapparus. Et c'est aussi dans ce contexte qu'il faut situer l'étude de Mario Vuilleumier, qui nous propose justement une réflexion sur les rapports entre politique, anarchisme et mode de production dans le Jura des années septante et quatre-vingt du XIX^e siècle.

c) Quant à l'histoire des répercussions des innovations techniques sur les mentalités, force est de signaler tout d'abord la difficulté intrinsèque d'une telle analyse. En effet, il s'agit d'un domaine historique complexe et difficile à cerner. Les mentalités représentent une dimension historique fragile, voire ambiguë. Elles se composent d'un éventail flou de valeurs, d'attitudes et d'orientations psychiques qui ne se manifestent ni sous forme de sources claires ni comme événement évident. De surcroît, les mentalités appartiennent à l'histoire de la longue durée, histoire où les changements concrets de la vie économique ou sociale ne se traduisent qu'indirectement. Toutefois, pour la période observée, on peut mettre en évidence quelques interdépendances remarquables entre évolution technologique et mentalités collectives.

Prenons, par exemple, le concept pédagogique de Pestalozzi. Nous sommes peut-être trop enclins à oublier, aujourd'hui, qu'une des composantes importantes des théories de Pestalozzi se réfère directement au travail en usine. En effet, son programme éducatif est une traduction, en valeurs idéalisées, du comportement spécifique nécessaire au travail industriel. Son école du Neuhof (Birrfeld) comportait un atelier de filature et de tissage, qui était considéré comme lieu fort de l'éducation de l'enfant. Plus tard, l'enseignement scolaire sera investi par une discipline de plus en plus formalisée, propre au travail industriel. Depuis, l'instruction publique est restée sous l'emprise du discours qui s'est établi entre industrie et école. Pendant une certaine période, les industriels, fortement intéressés par la main-d'œuvre enfantine bon marché, avaient

entravé l'épanouissement de l'école publique⁹. Cependant, au moment où l'industrie passa au stade complexe d'une mécanisation avancée, ils sollicitèrent la présence d'un ouvrier qualifié, formé si possible dans une école secondaire et ayant bénéficié d'un bon enseignement des mathématiques et des techniques appliquées. En guise de conclusion, on peut dire que l'organisation de l'école et la définition du programme scolaire répondaient, dans une large mesure, à l'évolution technologique de l'industrie. Il suffit, pour en avoir une perception plus aiguë, de penser au rôle de l'information dans notre vie actuelle.

Toujours dans ce cadre de la formation des mentalités collectives, un des chocs les plus importants a certainement été déclenché vers 1900 par la grande rationalisation de la production, appelée communément la «taylorisation»¹⁰. Le fait de diviser, mesurer, calculer et organiser minutieusement le travail, de quadriller la production et de soumettre le plus infime mouvement dans l'usine à un contrôle rigide a complètement changé le comportement et l'espace social de l'ouvrier. Dans un premier temps, la rationalisation a détruit l'atelier traditionnel. Or, ce dernier représentait, dans la vie de l'ouvrier, non seulement une place de travail, mais également son propre lieu social, voire une communauté ouvrière. En effet, l'ancien atelier d'industrie – et je ne pense pas uniquement à l'horlogerie, mais aussi à la grande industrie mécanique –, avec ses maîtres et ses spécialistes qui souvent organisaient eux-mêmes le travail, hébergeait un collectif de travailleurs capables de faire face à la direction et au patron. La compétence et l'expérience d'une longue pratique permettaient aux «maîtres-artisans» et aux ouvriers de l'atelier traditionnel de négocier, avec un certain succès, leurs conditions de travail. Par ailleurs, ce groupe de travail vivait dans une ambiance de communication intense et, souvent, développait une conscience collective notable. La taylorisation, en réduisant la qualification individuelle et en décomposant l'ancienne organisation de l'atelier, a détruit la communauté de travail traditionnelle¹¹. Les mouvements répétitifs stricts, le temps mesuré

⁹ STAUBER Emil, «Die Fabrikarbeit der schulpflichtigen Kinder und der Einfluss auf den Schulbetrieb im Kanton Zürich in der ersten Hälfte des neunzehnten Jahrhunderts», *Jahrbuch für schweizerische Gesundheitspflege*, 1911.

¹⁰ GAUDEMAR Jean-Paul, «De l'ouvrier-masse au travailleur flexible», *Vingtième Siècle*, 14, avril-juin 1987, p. 13-24; MOUTET Aimée, «Les origines du système de Taylor en France. Le point de vue patronal (1907-1914)», *Le Mouvement social* 93, oct.-déc. 1975.

¹¹ A cet égard, cf. l'étude exemplaire de HOMBURG Heidrun, «Anfänge des Taylorsystems in Deutschland vor dem Ersten Weltkrieg. Eine Problemskizze unter besonderer Berücksichtigung der Arbeitskämpfe bei Bosch», *Geschichte und Gesellschaft* 4, 1978, pp. 170-194.

pour chaque intervention, un rythme collectif imposé par l'ensemble de l'unité de production sont autant d'éléments qui ont assujéti l'ouvrier à une discipline sans faille.

Ce quadrillage moderne du travail a eu pour corollaire un encadrement plus poussé de la vie et des loisirs de l'ouvrier. Sport, fanfares, manifestations et activités syndicales ont traduit, eux aussi, un certain sens de l'organisation et de la discipline – pour ne pas parler de l'instruction militaire moderne qui a calqué son organisation sur celle de l'usine moderne¹². L'aménagement des habitats et foyers ouvriers, réalisés avec l'aide des patrons, a permis à ces derniers d'élargir leur contrôle jusqu'au domaine de l'intimité des employés¹³.

Dans ce contexte, la production élargie de montres bon marché – que Christine Gagnebin-Diacon a nommé, avec un certain euphémisme, «démocratisation de la montre» – ne fut rien d'autre que la popularisation d'une discipline de l'emploi du temps, utile pour la rationalisation du travail. Car l'organisation moderne, et du travail et de la vie sociale, se référait de plus en plus au respect minutieux de l'emploi du temps¹⁴. En conséquence, même un ouvrier modeste devait être en mesure de contrôler son temps, à n'importe quel moment et dans n'importe quel lieu. La montre bas-de-gamme répondait parfaitement à ce besoin, tout en procurant à l'homme qui la portait un des symboles de l'esprit moderne.

Ainsi s'est constitué tout un éventail de nouvelles valeurs qui ont fait de ce temps, selon la formule de Charlie Chaplin, les *Modern Times*. Sports et danses rythmées, défilés militaires, engouement pour la vitesse automobile – cette dernière étant justement un des premiers succès du nouveau mode de production – sont autant de composantes de l'état d'esprit moderne qui façonnera non seulement la société dans son ensemble, mais plus particulièrement la classe ouvrière. La taylorisation, une forme de technologie du travail que les Américains appellent à juste

¹² Cf. «Le soldat du travail. Guerre, fascisme et taylorisme», *Recherches* 32/33, sept. 1978.

¹³ Cf. FOSTER John Bellamy, «Le Fordisme: mythes et réalité», *La Documentation française, Problèmes économiques* 2.093, 5 oct. 1988, pp. 2-9.

¹⁴ Cette question est très bien discutée, mais pour une période antécédente en Angleterre, par: THOMPSON E.P., «Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism», *Past & Present* 38, déc. 1967, pp. 56-97.

titre *human engineering*, a largement influencé les mentalités du XX^e siècle et a mis au pas, conformément à l'organisation de la production, le comportement social de l'ouvrier¹⁵.

De quelques enjeux à ne pas omettre

Pour ne pas terminer sur une conclusion abusive ou par trop réductrice, je me permets de soulever encore brièvement un aspect primordial de la thématique discutée. En fait, l'innovation technique et la modernisation du monde du travail ne constituent pas des buts en elles-mêmes. Au contraire, la motivation profonde de toutes ces transformations porte sur une idée centrale du capitalisme: l'augmentation de la productivité ou, en d'autres termes, l'amélioration du profit des patrons et des actionnaires. Cet objectif, obtenu par le truchement d'une modification du mode de travail, ne tient donc pas compte, en règle générale, des répercussions sociales qui sont considérées comme des impacts «secondaires». Dans ce sens, il faut donc souligner que l'introduction d'une innovation technique n'est pas censée ménager le travail. C'est la raison pour laquelle la modernisation technologique représente aussi un enjeu politique. En effet, les ouvriers et la société civile, presque totalement privés de droits dans l'usine même, ne disposent que du registre politique pour défendre le respect d'eux-mêmes et un travail à dimension humaine. Et même si l'évolution technologique semble indispensable pour l'avenir de la production et du travail, on ne peut éviter – comme ce fut déjà le cas à Uster en 1832 – des conflits sociaux. Car ces derniers sont issus de la contradiction des intérêts entre patron et ouvriers, entre capital et travail.

Hans-Ulrich Jost

¹⁵ JAUN Rudolf, *Management und Arbeiterschaft. Verwissenschaftlichung, Amerikanisierung und Rationalisierung der Arbeitsverhältnisse in der Schweiz 1873-1959*, Zürich: Chronos, 1986.

Le développement économique et social d'un pays dépend de la qualité de son capital humain. C'est pourquoi il est essentiel de promouvoir l'éducation et la formation continue. Ces investissements sont cruciaux pour assurer un avenir prospère et durable. Les politiques publiques doivent donc privilégier ces domaines. L'éducation de base est le socle de tout développement. Elle permet d'équiper les citoyens des compétences nécessaires pour participer pleinement à la vie économique et sociale. De plus, la formation professionnelle et technique permet d'adapter les compétences aux besoins du marché du travail. Ces efforts sont indispensables pour réduire les inégalités et promouvoir une croissance inclusive. Les gouvernements ont le devoir de garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous. Cela implique de renforcer les infrastructures éducatives, d'augmenter les dépenses publiques et de promouvoir des partenariats public-privé. En conclusion, l'éducation et la formation sont les moteurs du développement durable. Elles permettent de créer une main-d'œuvre qualifiée, innovante et compétitive. Investir dans ces domaines, c'est investir dans l'avenir du pays.

1. Cf. *Le Développement Économique et Social*, Paris, 1980, p. 25.
2. *Le Développement Économique et Social*, Paris, 1980, p. 26.
3. *Le Développement Économique et Social*, Paris, 1980, p. 27.
4. *Le Développement Économique et Social*, Paris, 1980, p. 28.
5. *Le Développement Économique et Social*, Paris, 1980, p. 29.